24 – 3 : De comportement antisportif de joueurs, entraîneurs, accompagnateurs ou spectateurs:

Le juge-arbitre a qualité pour demander l'expulsion de la salle de toute personne, licenciée ou non, dont l'attitude ou les propos seraient incompatibles avec l'esprit sportif et entraveraient le déroulement normal de la rencontre.

Le responsable de la discipline dans la salle est le **représentant de l'association qui reçoit**. Toutefois, si celui-ci ne peut intervenir efficacement, le juge-arbitre a toute latitude pour suspendre la rencontre jusqu'à l'expulsion du gêneur.

Néanmoins, le juge-arbitre ne doit pas considérer les applaudissements des spectateurs à la fin d'un échange, même si ceux-ci sont toujours en faveur de la même équipe, comme une cause de gêne pour les joueurs et il doit, dans ce cas, faire preuve de son pouvoir discrétionnaire.

A l'échelon national, en tennis de table comme dans tous les sports, les joueurs doivent s'habituer à jouer face à un public qui peut, parfois, faire montre d'un enthousiasme excessif.

Il n'y a pas de règle stricte en matière de discipline. C'est au juge-arbitre qu'incombe la tâche difficile de trouver le juste milieu pour la plus grande satisfaction des joueurs, du public et de la rencontre sportive en général.

Étant données les conséquences entraînées par l'expulsion d'un joueur, cette mesure extrême ne doit être prise que dans des cas très particuliers tels que :

- **insultes et voies de fait à l'encontre d'un joueur;**
- **insultes d'un joueur à l'encontre du juge-arbitre;**
- **destruction volontaire de matériel (tables, filets, etc...);**
- **refus d'obtempérer aux décisions prises par le juge-arbitre après plusieurs remarques de la part de celui-ci.**

24 – 4 : Autorisation de quitter l'espace de jeu :

Durant les périodes de repos entre les manches, les joueurs sont autorisés à sortir de l'espace de jeu, mais ils ne doivent pas s'en éloigner de plus de 3 mètres.

Seul le juge-arbitre peut autoriser un joueur à s'éloigner de plus de 3 mètres de l'espace de jeu durant la partie. Il sera alors obligatoirement accompagné d'un arbitre.

24 – 5 : Comportements des joueurs et conseillers :

Rappel des sanctions :

24 – 5 – 1 : Joueurs :

Au niveau de l'arbitre :

1 ^{ère} infraction :	carton jaune
2 ^{ème} infraction :	carton jaune + carton rouge = 1 point de pénalité
3 ^{ème} infraction :	carton jaune + carton rouge = 2 points de pénalité

Au niveau du juge - arbitre :

4 ^{ème} infraction :	carton rouge = partie perdue et / ou exclusion
-------------------------------	--

24 – 5 – 2 : Conseillers :

Au niveau de l'arbitre :

- 1^{ère} infraction : carton jaune **pour tout le banc**
2^{ème} infraction : carton rouge = exclusion **du « conseiller »** du banc pour tout le reste de la rencontre. Si c'est un joueur qui est exclu en tant que conseiller, il a bien évidemment le droit de revenir pour jouer ses parties. Il n'est pas W.O.

En cas de difficulté pour l'application de cette sanction, l'arbitre fait alors appel au juge-arbitre.

Toutes les sanctions prises au cours de la rencontre doivent être reportées, avec leur motif respectif, au dos de la 1^{ère} feuille de rencontre, aux emplacements prévus à cet effet et le juge-arbitre n'oubliera pas de faire signer **les capitaines**.

25 - CONTENU DU RAPPORT DU JUGE-ARBITRE

Le juge-arbitre peut être amené à faire 2 types de rapports :

25 – 1: Le premier qu'il doit rédiger, quel que soit le déroulement de la rencontre, est destiné à la Commission Régionale d'Arbitrage :

Il figure au dos de la convocation et concerne les conditions matérielles de jeu, la tenue des joueurs, le comportement des spectateurs, la qualité de la réception et de l'organisation. En outre, il doit obligatoirement comprendre une copie des réserves et des réclamations qui auraient pu être posées durant la rencontre.

Dans ce dernier cas, le juge-arbitre devra donner des précisions sur celles-ci et sur les décisions qu'il a été amené à prendre.

Il est rappelé au juge-arbitre que cette fiche de renseignements doit être retournée **sous 3 jours** au Président de la Commission Régionale d'Arbitrage ou à son délégué pour ce championnat.

25 – 2 : Le second rapport est celui qui doit être adressé à la Commission Sportive compétente :

Pour le championnat national (Pro A, Pro B, Nationale 1, 2 et 3), il s'agit de **la Commission Sportive Fédérale** siégeant à la **Fédération Française de Tennis de Table, 3 rue Dieudonné Costes - BP 40348 75625 PARIS CEDEX 13, Téléphone : 01 - 53 - 94 - 50 - 00.**

Ce rapport concerne, soit les réclamations formulées par l'une ou l'autre des équipes, soit toute faute au règlement commise par celles-ci .

N'oubliez pas de justifier dans celui-ci toute décision que vous auriez été amené à prendre pour renseigner au mieux la commission sur le litige.

Les organes disciplinaires sont :

- **à l'échelon régional:**
Instance Régionale de Discipline (I.R.D) pour les divisions régionales et départementales ;
- **à l'échelon national:**
Instance Nationale de Discipline (I.N.D.) pour les divisions nationales et internationales.
- **En cas d'appel l'organisme se nomme:**
Instance Supérieure de Discipline (I.S.D.), il statue sur tous les niveaux d'appel.

26 - FIN DE LA RENCONTRE

A la fin de la rencontre, les points-partie de chaque groupe sont totalisés et ceux de chaque équipe additionnés.